

unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 LORIENT

LORIENT, le 24/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **LORIENT AGGLOMERATION**

Pôle ingénierie et gestion techniques  
Direction gestion et valorisation des déchets  
CS20001  
56100 Lorient

Références : UD56/2023-18

Code AIOT : 0005518021

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement LORIENT AGGLOMERATION implanté . 56650 INZINZAC LOCHRIST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été diligentée dans le cadre de l'action nationale 2022 "Condition d'élimination des déchets en ISDND (2760\_2) et en incinérateur (2771) des déchets non dangereux non inertes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORIENT AGGLOMERATION
- . 56650 INZINZAC LOCHRIST
- Code AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de KERMAT 3 est une ISDND inscrite sous la rubrique 2760-2 de la nomenclature des ICPE. L'installation travaille en régie et ne reçoit que les déchets issus des collectes de l'agglomération.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle des déchets entrants
- Installation d'un système de vidéo-surveillance de déchets entrants
- Contrôle de l'application des obligations liées à la mise en place du système de vidéo-surveillance

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
2	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
4	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
5	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
6	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
7	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
8	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
9	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
10	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
11	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
12	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
13	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
14	Contrôle Vidéo	Décret du 30/03/2021, article 1-V	/	Sans objet
15	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 1°	/	Sans objet
16	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 2°	/	Sans objet
17	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets reçus sur le site proviennent uniquement de la communauté d'agglomération, dans le respect de l'Art 1.2.3 de l'APA du 21 mars 2014. Les fiches 1 à 14 ne s'applique donc pas Lorient Agglomération.

Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les ISDND et incinérateur ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021). L'exploitant a fait le choix d'installer le système de vidéo surveillance. Ce système n'étant pas obligatoire, aucune suite administrative aux écarts constatés n'a été proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
<b>Constats :</b> L'exploitant a choisi d'installer un dispositif vidéo fixe disposé de façon à répondre aux exigences réglementaires. Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
<b>Constats :</b> Les images enregistrées peuvent être agrandies afin de voir le contenu du déchargement.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin
<b>Constats :</b> Le dispositif vidéo permet de voir la plaque d'immatriculation du véhicule au moment de sa manœuvre de retournement.
<b>Observations :</b> Il n'y a pas d'enregistrement par la caméra, mais le suivi peut facilement être fait avec l'enregistrement des entrées et sorties du site. Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, information/dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <p>«-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;            «-la finalité du traitement installé ;            «-la durée de conservation des images ;            «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;            «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que            «-la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p>
<p><b>Constats :</b>            Le site est équipé de panneaux signalant la présence d'un système de vidéo surveillance ne comportant pas les mentions demandées.</p>
<p><b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, information/dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b>            L'exploitant déclare avoir informé individuellement les salariés de l'exploitation mais n'a pu en apporter la preuve lors de l'inspection. Il fera une nouvelle information lors de laquelle, il les fera émarger.</p>
<p><b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Contrôle Vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, information/dispositif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation
<b>Constats :</b> L'exploitant atteste avoir demandé aux 2 sociétés, assurant la livraison des déchets, de prévenir individuellement leurs salariés.
<b>Observations :</b> L'IIC demande à l'exploitant de lui faire parvenir les mails échangés, sur le sujet, avec ses prestataires. Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Contrôle Vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, indisponibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.
<b>Constats :</b> non concerné quai mobile Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, indisponibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,
<b>Constats :</b> Le contrat actuel passer avec le prestataire ne permet pas de garantir le respect de la prescription.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, indisponibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
<b>Constats :</b> Le contrat actuel passé avec le prestataire ne permet pas de garantir le respect de la prescription.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, indisponibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
<b>Constats :</b> Un fichier a été créé sur un tableur pour assurer ce suivi. Il manque le report des informations concernant les heures de début et de fin d'indisponibilité pour permettre le calcul des temps d'indisponibilité.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 11 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Information / données
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
<b>Constats :</b> Les enregistrements sont stockés par caméra identifiée et comportent les horodatages nécessaires.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Information / données
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification
<b>Constats :</b> Le système vidéo n'est pas pourvu d'un système d'anonymisation des personnes filmées.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).  Toutefois, l'exploitant devra se conformer aux règles en vigueur en matière de droits et de libertés des personnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Contrôle Vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conservation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<b>Constats :</b> Les capacités actuelles d'enregistrement des images (1 mois) ne répondent pas à la réglementation.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Contrôle Vidéo**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.
<b>Constats :</b> La liste des personnes habilitées a été établi mais l'accès aux fichiers n'est pas protégé par un code spécifique.
<b>Observations :</b> Le contrôle par vidéo des déchargements de déchets en ISDND et en incinérateur ne s'applique pas au site de Kermat 3 qui ne reçoit que des déchets que l'exploitant produit (Art1-2 du décret n°2021-345 du 30mars 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 1°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Types déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, aucun camion n'est venu décharger. L'exploitant, ne recevant que des déchets issus de son centre de traitement, tient à jour un fichier de suivi des caractérisations des déchets entrant sur le site. L'IIC a pu constater que les proportions étaient respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 I 2°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Types déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, aucun camion n'est venu décharger. L'exploitant, ne recevant que des déchets issus de son centre de traitement, tient à jour un fichier de suivi des caractérisations des déchets entrant sur le site. L'IIC a pu constater que les proportions étaient respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Procédure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.  Cette procédure comporte notamment :  1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
<b>Constats :</b> Les déchets proviennent du centre de tri géré par l'agglomération. Lors de l'inspection, l'exploitant a montré les fichiers de suivi des caractérisations des déchets envoyés sur l'ISDND.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Procédure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.  Cette procédure comporte notamment :  2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.
<b>Constats :</b> Les déchets sont contrôlés lors du chargement au départ du centre de CAUDAN (56) exploité par le même exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet